

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1813 - 7 octobre 1993 - 5 F

D 1813 CUBA: IMPORTANTE DÉCLARATION DES ÉVÊQUES SUR LA SITUATION

Dans un très long message daté du 8 septembre 1993, les évêques cubains procèdent pour la première fois depuis la révolution castriste de 1959 à une réflexion publique sur la vie religieuse à Cuba et sur la situation économique et politique actuelle. Leurs autres prises de position n'avaient été que ponctuelles (cf. DIAL D 1666 et 1745). Nous donnons dans ce document les passages les plus significatifs portant sur la situation actuelle, ce qui représente environ un quart message total. Les évêques invitent également à la recherche de nouveaux chemins pour le pays, au dialogue entre Cubains. Ils terminent en évoquant la place des chrétiens dans la tâche de réconciliation nationale.

Sur un ton mesuré et allusif, ce document définit quelques-unes des options politiques incontournables pour un allègement de la situation nationale.

Note DIAL

"L'AMOUR ESPÈRE TOUT" MESSAGE DES ÉVÊQUES CUBAINS DU 8 SEPTEMBRE 1993 (Extraits)

(...)

A qui s'adresse ce message

Nous parlons à tous (les Cubains), y compris aux hommes politiques, c'est-à-dire à ceux qui ont été institués pour le difficile service de l'autorité, comme à ceux qui ne l'ont pas été mais qui, dans le pays ou à l'extérieur, aspirent à une participation effective à la vie politique nationale. Nous parlons comme cubains à tous les Cubains car nous estimons que les difficultés de Cuba doivent être réglées par l'ensemble des Cubains.

Nos relations avec d'autres pays

Au cours de ce siècle et à la fin du siècle précédent nous avons fait la triste expérience des interventions étrangères dans nos affaires nationales. Il en a été de même dans notre histoire la plus récente. Face à quelques réalités négatives qui nous avaient été léguées par des gouvernements antérieurs, nous en sommes venu à chercher la solution de ces problèmes, là où ceux-ci n'avaient pas leur origine et avec ceux qui ignoraient nos réalités car ils se trouvaient loin de notre aire géographique et étaient étrangers à notre tradition culturelle. Des alliances politiques et militaires ont été conclues, les partenaires commerciaux ont changé, etc.

Il ne faut pas s'étonner si, aujourd'hui, quelques-unes de nos difficultés présentes tiennent à cette dépendance étroite qui nous a conduits à copier des structures et des modèles de comportement. D'où la répercussion chez nous de l'effondrement du socialisme réel dans l'Europe de l'Est.

D 1813-1/4

Parallèlement, prisonniers de la politique des blocs qui a prévalu dans les dernières décennies, nous avons été victimes de l'embargo nord-américain, des restrictions commerciales, de l'isolement, de menaces, etc.

Nous savons que nous vivons dans un monde interdépendant et qu'aucun pays ne se suffit à lui-même. Nous aspirons, avec tous les pays de la région, à une intégration latino-américaine, comme l'ont déclaré les évêques du continent lors de la 4e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain réunie à Saint-Domingue, car les pays pauvres doivent s'associer pour surmonter leur dépendance négative vis-à-vis des pays riches.

Mais ce n'est pas seulement de l'étranger que nous devons attendre la solution de nos problèmes: solidarité de l'étranger, tourisme des étrangers, argent de ceux qui vivent à l'étranger, etc. Notre histoire récente est faite de deux éléments significatifs: l'aide de quelques étrangers et les ingérences d'autres étrangers. Entre les deux, le peuple cubain lutte, travaille et souffre pour des lendemains qui s'éloignent chaque jour un peu plus. Dans cette situation nombreux sont ceux qui semblent vouloir en finir avec leurs souffrances en fuyant à l'étranger, quand ils le peuvent. S'ils ne le peuvent pas, ils idéalisent inconsidérément tout ce qui est étranger ou bien s'évadent tout simplement de la réalité, dans une sorte d'exil intérieur. Il est reconnu aujourd'hui que les Cubains capables d'aider économiquement sont ceux que, précisément, nous avons faits étrangers. Ne serait-il pas préférable de reconnaître qu'eux aussi ont légitimement, parce que cubains, le droit et le devoir de présenter des solutions? Comment pouvons-nous nous adresser à eux pour leur demander de l'aide sans créer d'abord un climat de réconciliation entre tous les fils d'un même peuple?

Tout peut se régler entre Cubains

C'est nous, les Cubains, qui devons régler nos problèmes, entre nous, et ici à Cuba. C'est nous qui devons sérieusement nous poser la question: pourquoi y a-t-il tant de Cubains qui veulent s'en aller, et qui s'en vont, de leur patrie? Pourquoi certains à l'intérieur même de leur patrie, renoncent-ils à leur citoyenneté pour adopter une citoyenneté étrangère? Pourquoi des professionnels, des ouvriers, des artistes, des prêtres, des sportifs, des militaires, des militants ou des gens anonymes et simples profitent-ils d'une quelconque sortie temporaire, à titre personnel ou officiel, pour rester à l'étranger? Pourquoi le Cubain s'en va-t-il de son pays, lui qui est traditionnellement si casanier qu'à l'époque coloniale il n'y avait pas de châtement plus pénible que la déportation, "l'indéfinissable dégoût" comme l'appelle Martí, lequel dit aussi qu' "un homme hors de sa patrie est comme un arbre dans la mer", et qu' "en toute maison étrangère il y a comme du bateau échoué"?

Pourquoi, enfin, ne pas essayer tous ensemble de régler nos problèmes dans une perspective nationale, sans que quiconque prétende s'ériger en unique défenseur de nos intérêts ou en arbitre de nos difficultés, avec des solutions dans lesquelles il semble parfois que les seuls perdants sont les nationaux?

La situation de notre pays

Si tu vois ton frère dans le besoin et que tu lui fermes ton coeur, l'amour de Dieu n'est pas en toi" (1 Jn 3,17). Personne ne peut fermer son coeur à la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui notre patrie; ni non plus les yeux pour constater avec peine que Cuba est dans le besoin. Les choses ne vont pas bien, c'est ce qu'on dit dans la rue parmi le peuple. Il y a du mécontentement, de l'incertitude, du désespoir dans la population. Les discours officiels, les apparitions dans les médias et les articles de presse en parlent un peu. Mais la situation empire rapidement et la seule solution possible semble consister à résister, sans qu'on puisse entrevoir la durée de cette résistance.

Trente-quatre années constituent un laps de temps suffisant pour se faire une idée, non seulement conjoncturelle mais aussi historique, sur un processus qui est né chargé de promesses et d'idéaux. Quelques-uns se sont concrétisés, mais comme cela arrive souvent, la réalité ne coïncide pas toujours avec l'idée qu'on s'en fait car elle ne se plie pas forcément à nos rêves.

Dans l'ordre économique, les besoins élémentaires sont dans une situation de gravité extrême. Le sol magnifique et fertile de notre île, la Perle des Antilles, a cessé d'être la terre-mère, comme si elle était aujourd'hui fatiguée et incapable de nourrir ses enfants avec ses doubles récoltes des produits les plus communs comme la courge et le manioc, la malanga et le maïs, ainsi que les fruits qui ont rendu célèbre notre sol fertile. Le peuple se demande comment il se fait que ces produits soient si rares et si chers. Ce qui est dit du secteur agricole peut l'être également du reste de la production et des services.

Nous savons que divers facteurs jouent dans cette détérioration progressive de l'économie: la situation insulaire de notre pays, le changement dans les relations commerciales avec les pays auparavant communistes, à l'époque où elles étaient fondées sur des bases idéologiques, alors qu'aujourd'hui elles reposent sur des bases essentiellement économiques; les erreurs commises chez nous dans l'administration et la gestion économique; et l'embargo nord-américain, actuellement renforcé par la loi Torricelli (1).

En tant qu'évêques de Cuba nous rejetons toute mesure qui, sous prétexte de sanctionner le gouvernement cubain, contribue à augmenter les difficultés de notre peuple. Nous l'avons déjà dit, en son temps, de l'embargo nord-américain et, récemment, de la loi Torricelli. Nous avons d'ailleurs fait des démarches personnelles historiques auprès de l'administration nord-américaine dans le sens d'une suppression de l'embargo, au moins pour ce qui est des médicaments. Nous cherchions aussi, de la sorte, à permettre des avancées vers un règlement des difficultés entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de Cuba.

(...)

Les aspects politiques

La gravité de la situation économique de Cuba a également des implications politiques, car le lien est étroit entre le politique et l'économique.

Il nous semble que, dans la vie du pays, en plus de certains changements économiques qui commencent à entrer en pratique, il faudrait faire disparaître quelques mesures politiques irritantes, ce qui entraînerait un allègement indiscutable et serait une source d'espoir dans l'âme nationale:

1. Le caractère exclusif et omniprésent de l'idéologie officielle, qui tend à l'assimilation de termes qui ne peuvent être univoques, tels que patrie et socialisme, Etat et gouvernement, autorité et pouvoir, légalité et moralité, cubain et révolutionnaire. Ce rôle centralisateur et englobant de l'idéologie engendre une sensation de fatigue, par répétition des mots d'ordre et des slogans.

2. Les limitations imposées non seulement à l'exercice de certaines libertés, ce qui pourrait conjoncturellement être recevable, mais aussi à la liberté elle-même. Un changement substantiel en la matière garantirait, entre autres, l'exercice d'une justice indépendante et nous acheminerait ainsi, sur des bases stables, à un véritable état de droit.

3. Le contrôle excessif des organes de sécurité de l'Etat jusque, parfois, dans la vie strictement privée des personnes. Là est l'explication de la peur dont on ne sait pas bien à quoi elle tient, mais qui est réelle, comme impossible à saisir.

4. Le nombre important de prisonniers pour des actes dont certains pourraient être dépenalisés et d'autres reconsidérés, ce qui permettrait de remettre en

liberté un grand nombre de ceux qui purgent des peines pour motifs économiques, politiques ou autres semblables.

5. La discrimination pour cause d'idées philosophiques, politiques ou de croyances religieuses, dont la suppression effective favoriserait la participation de tous les Cubains sans distinction à la vie du pays.

Comme nous l'avons déclaré lors de notre Rencontre nationale et ecclésiale cubaine: *L'Eglise catholique à Cuba a clairement choisi le sérieux et la sérénité dans le traitement des questions, par le dialogue direct et franc avec les autorités de la nation, par le non emploi de déclarations pouvant servir à la propagande dans l'un ou l'autre sens, par la réaffirmation d'une double et exigeante fidélité à l'Eglise et à la patrie. C'est de là que vient en partie le silence, qui n'a cependant pas été total, de l'Eglise tant à Cuba que face au continent au cours des vingt-cinq dernières années. Les évêques de Cuba, conscients de vivre une étape historique d'une extrême importance, ont exercé leur magistère sacré avec le tact et la délicatesse que la situation exigeait*"(n° 129 et 168b)(2). Le sain réalisme suppose cependant que nous acceptions de nous laisser interpeller à notre tour. Cela risque de n'être pas agréable, mais cela peut nous conduire jusqu'à la racine des problèmes, et permettre ainsi d'alléger la situation de notre peuple.

(...)

(1) Adoptée par le Congrès des Etats-Unis le 24 septembre 1992 et promulguée le 23 octobre suivant. Cf. DIAL D 1745 (NdT).

(2) La rencontre nationale de l'Eglise de Cuba a eu lieu du 17 au 23 février 1986. Cf. DIAL D 1086 et 1096 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)